

## Souvenirs de mai 1958

Pierre LEFRANC

Souvenirs de mai 1958, *Espoir* n°116, 1998.

« Si l'ambiance venait à changer, alors, oui, il faudrait agir. Cette ambiance nouvelle, que ceux qui le peuvent la préparent dès à présent ! » m'écrivait le général de Gaulle le 1er janvier 1958. C'était presque une consigne à la poignée de fidèles proches qui restaient mobilisés et se rencontraient régulièrement, mais que faire ? Nous étions habités par plusieurs convictions. La première était que de Gaulle n'accepterait en aucun cas de bousculer la légalité républicaine - nous avons appris cela lors de la tentative du Rassemblement du Peuple français -, ensuite que la IV<sup>e</sup> République contre l'instauration de laquelle nous avons lutté derrière de Gaulle, ne parviendrait pas à résoudre le dramatique problème algérien. C'est pourquoi nous ne pouvions qu'attendre l'événement.

Certes l'ambiance désastreuse laissait prévoir des bouleversements mais le temps passait et les plus récents sondages ne plaçaient pas l'ancien président du Gouvernement provisoire au premier rang des personnalités politiques appelées à un avenir national. Le pays semblait renoncer. On avait tristement noté qu'au lendemain de la chute de Dien-Bien-Phu, en mai 1954, bien peu nombreux avaient été les Parisiens à se retrouver à l'Arc de Triomphe à l'appel de De Gaulle pour exprimer leur tristesse et leur révolte.

La manifestation du 13 mai 1958 en Algérie, organisée par des partisans de l'intégration définitive de l'Algérie à la République, constitue le coup de gong. Je suis reçu par le Général le 14 au matin dans son bureau de la rue de Solferino. Il est sceptique sur la suite mais je sais bien que c'est une attitude. « Surtout, me dit-il, qu'ici on ne se mêle de rien. » C'est à Olivier Guichard, Jacques Foccart et moi que cette instruction est destinée, petit groupe issu de l'aventure du RPF et qui demeurait uni derrière l'homme solitaire qu'était devenu celui que nous entourions. L'ordre n'est pas facile à exécuter devant l'émotion et l'agitation suscitées dans le monde gaulliste par l'annonce du sursaut d'Alger. Ce monde est composé de tous les fidèles issus de la Résistance et du Rassemblement et d'innombrables citoyens écœurés par l'impuissance de l'Etat. Nous sommes donc immédiatement assaillis par tous ceux-là que la situation réveille d'autant que le délégué général du gouvernement à l'Algérie, poussé par Léon Delbecq, ancien secrétaire du RPF dans le Nord, lance un appel à de Gaulle pour dénouer la crise. A ces volontés s'ajoute la pression des militaires d'Algérie, mais aussi de Paris, qui veulent en finir avec les attermoissements, les hésitations et dérobades des ministères successifs. De Gaulle est sur la route alors que cette avalanche nous tombe sur la tête. En vingt jours, accompagné du fidèle Gaston de Bonneval et souvent de Madame de Gaulle, il effectue onze trajets entre Colombey et Paris. Ces allers et retours ne sont pas fortuits, c'est sa manière à lui de prendre de la distance et de se tenir à l'écart de l'agitation.

Le 15 mai, dans une déclaration, de Gaulle annonce « qu'il se tient prêt à assumer les pouvoirs de la République ». Il n'en dit pas plus et laisse le monde politique et l'opinion dans l'expectative.

Pour répondre aux initiatives de ceux qui dans la métropole s'agitent en faveur du retour du Général, nous créons le 16 mai « l'Association nationale pour l'appel au général de Gaulle dans le respect de la légalité républicaine ». Dans ce cadre, vont se canaliser toutes les énergies dont, alertés par les préfets, nous pouvons craindre quelques excès. Très vite l'Association s'organise et se démultiplie par des délégations locales. Avec les militaires, le

problème est plus épineux. Naturellement, ils poussent à l'action, ne paraissent guère s'embarrasser de la légalité et affirment : « le régime vacille, le sort de l'Algérie pour l'intégration de laquelle l'armée s'est beaucoup engagée, est en cause, il faut en profiter pour contraindre les politiques à adopter la solution la plus française, on fait confiance à de Gaulle pour cela ». Les plus convaincus envisagent donc d'intervenir pour emporter la décision.

Nous sommes partagés : une intervention militaire venant d'Algérie sur la métropole mettrait fin aux réticences des politiques, mais le retour du Général aux affaires dans les bagages des parachutistes constituerait un manquement à ses principes dont il ne se remettrait jamais. Nous discutons ferme d'autant que Michel Debré a rejoint notre groupe et que le pouvoir rien-visage rien d'autre que de rester en place.

C'est alors que de Gaulle nous demande d'organiser une conférence de presse. Nous nous y employons avec nos faibles moyens et entourés de la vigilance hostile des sbires du ministre de l'Intérieur Jules Moch. La sollicitude de la police à notre égard est, en effet, si grande que nous craignons d'être neutralisés ce qui compliquerait. Alors que nous pensons que personne n'oserait nous importuner dans les bureaux de la rue de Solférino, nous changeons de domicile chaque soir. Inutile de faire effort pour attirer l'attention de la presse, le téléphone n'arrête pas de sonner, notre immeuble rue de Solférino est assailli de visites, les cartes d'entrée s'arrachent. Le 19 mai, la grande salle de l'hôtel d'Orsay que nous connaissions bien - le Général y a déjà parlé plusieurs fois - est trop petite pour la foule des photographes, journalistes et autres opérateurs de cinéma. La tension est telle que bientôt l'accès à la tribune est bloqué. De Gaulle y parvient quand même pour déclarer essentiellement : « Je suis prêt, si le peuple le veut, à me retrouver à la tête du gouvernement de la République ». Lors de son départ dans l'ascenseur, alors que tous les trois nous l'entourons, il nous demande : « Qu'en pensez-vous ? » Que répondre ? D'une façon magistrale, de Gaulle vient de prendre la situation en main, cela dépasse les quelques mots banals que nous bafouillons.

Cinq jours après la conférence de presse, un Comité de salut public semblable à celui d'Alger, se constitue en Corse. Le Général ne s'est pas prononcé sur l'éventualité d'une initiative militaire, il laisse peser la menace dès lors que la voie légitime n'est pas ouverte. Nous avons compris et notre tâche est de nous efforcer de maintenir l'équilibre entre le risque d'une intervention en force venant d'Alger qu'il faut éviter à tout prix et la crainte salutaire que les instances politiques doivent éprouver pour les amener à la décision du recours à Charles de Gaulle. Tâche difficile vu les interventions multiples dont nous sommes l'objet, l'intéressé faisant en sorte de garder ses distances.

Enfin, le 26 mai, le président du Conseil des ministres, Pierre Pflimlin, demande à rencontrer le Général et le lendemain ce dernier déclare que le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité du pays est entamé. Dès lors, la voie constitutionnelle est ouverte et de Gaulle donne l'ordre aux militaires de tous rangs de demeurer dans l'obéissance sous les ordres de leurs chefs et déclare qu'il ne saurait approuver toute action de quelque côté qu'elle vienne qui mette en cause l'ordre public. Voilà qui est clair.

Le jour suivant, le gouvernement en place démissionne et de Gaulle rencontre les présidents des deux assemblées, puis c'est l'annonce par le Président de la République qu'il a décidé de faire appel au « plus illustre des Français ». Le soir même de ce mercredi 29 mai, de Gaulle quitte son bureau de la rue de Solférino où il ne reviendra jamais et se rend à l'invitation du chef de l'Etat. Nous sommes là, l'accompagnant à sa voiture garée sous la voûte, les battants

de la porte cochère s'ouvrent, une nuée de journalistes se précipite, les éclairs des photographes illuminent cette modeste sortie qui tourne une nouvelle page de l'Histoire. Dans la soirée, le Général publie un communiqué annonçant ses conditions si la charge de gouverner lui était confiée : ce sont les pleins pouvoirs et la mission de présenter au pays une nouvelle constitution. De son côté, le chef de l'Etat fait savoir que pressenti par lui, le général de Gaulle a accepté de former un gouvernement. En ces circonstances, René Coty fait preuve de clairvoyance, de courage et de désintéressement. Que ce témoignage soit donné à sa mémoire.

Après un rapide passage à Colombey, de Gaulle, de retour le 31 mai, s'installe cette fois à l'hôtel Lapérouse où il commence par recevoir les présidents des groupes parlementaires et quelques hauts fonctionnaires. Nous sommes installés dans une chambre voisine du salon exigü où il reçoit. Nous accueillons les visiteurs et écoutons leurs réactions. Ils sont tous très impressionnés et certains partagent avec nous, assis sur les deux lits, les tranches de jambon du déjeuner pris sur nos genoux.

Le 1er juin, le Général, président du Conseil désigné, tient à rendre les traditionnelles visites protocolaires aux présidents des assemblées. Je l'accompagne. La visite au président de l'Assemblée nationale, Monsieur Le Troquer, ne dure pas plus de trois minutes. Ce même jour, au début de l'après-midi, le Général prononce sa déclaration d'investiture devant l'Assemblée nationale et, dans la soirée, cette investiture lui est largement accordée.

Le 2 juin, de Gaulle m'envoie préparer son arrivée à l'hôtel Matignon. Je règle quelques détails matériels avec le directeur de cabinet puis descends attendre le Général. Accueillir Charles de Gaulle devenu chef du gouvernement dans le cadre où siège le pouvoir est pour moi une immense satisfaction. C'est le résultat de tant d'efforts, les miens, mais surtout de tous ceux qui depuis 1947 ont fait de cet événement l'objet de leurs vœux. Il arrive et après un entretien avec Pierre Pflimlin s'installe dans le bureau. Tout commence.

Durant cette période d'une quinzaine de jours durant laquelle se jouait le sort d'une République et où se trouvait en cause l'unité nationale, le Général aux prises avec une opinion algérienne en délire, des militaires passionnés et des forces politiques contestées, a fait preuve d'une extraordinaire maîtrise qui a permis de traverser une véritable tempête.

A ce compte rendu rapide, j'ajouterai un souvenir lourd de signification. Nous sommes le 6 juin. De Gaulle revient de son premier voyage en Algérie et je suis allé l'accueillir à Villacoublay. Dans la voiture nous parlons et il me fait part de ses impressions ; s'agissant des partisans de l'Algérie française et notamment de certains militaires, il me dit : « Ils rêvent. Ils oublient qu'il y a neuf millions de musulmans pour un million d'Européens. L'intégration ce serait quatre-vingts députés musulmans à l'Assemblée qui feraient la loi ! »

Dans cette voiture, j'ai réalisé dans quelle direction de Gaulle allait s'engager. Direction qu'il confirme aux deux collaborateurs dont je suis qui déjeunent avec lui le lendemain 7 juin. J'aurais pu alors me rappeler sa déclaration à la conférence de presse du 30 juin 1955, trois années avant ces événements, affirmant qu'il n'y avait pour l'Afrique du Nord d'autre politique que celle de « substituer l'association à la domination ». Ce ne fut pas sans état d'âme que nous avons accompagné l'homme du 18 juin sur ce chemin qui menait à l'indépendance de l'Algérie. Mais aucun d'entre nous n'a regretté d'avoir suivi celui qui avait su en toutes circonstances restaurer la dignité de la France, réaffirmer sa mission et préserver son

indépendance.